

Résultats et domaines d'action prioritaires pour prévenir et combattre la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles autochtones

Communiqué conjoint

WINNIPEG — Des dirigeants inuits, métis et des Premières Nations, des familles de femmes et de jeunes filles autochtones disparues ou assassinées, Greg Selinger, premier ministre du Manitoba, Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario, ainsi que des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux se sont engagés aujourd'hui à agir de toute urgence de manière continue et concertée afin de prévenir et de combattre la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones et à poursuivre leur action durant l'enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées.

Les participants se sont réunis à Winnipeg aujourd'hui pour la table ronde nationale de 2016 sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées organisée par Greg Selinger, premier ministre du Manitoba, et ils ont convenu de collaborer pour mettre en œuvre les actions prévues dans le document intitulé *Table ronde nationale de 2016 sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées : Résultats et domaines d'action prioritaires pour prévenir et combattre la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles autochtones*. Ce document énonce 20 domaines d'action prioritaires du gouvernement classés sous trois grands thèmes, soit prévention et sensibilisation, sécurité communautaire et interventions policières et mesures de justice adaptées à la culture, et il s'appuie sur les engagements pris à la table ronde de 2015 tenue à Ottawa.

Les participants à la table ronde nationale de 2016 ont convenu de travailler avec les familles et les partenaires locaux dans les buts suivants :

- Continuer de collaborer et d'agir ensemble pour prévenir et combattre la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones et poursuivre pendant l'enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées.
- Importance d'une enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles disparues ou assassinées, avec un engagement de participation et de pleine coopération au processus de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
- S'appuyer sur l'actuel groupe de travail sur les affaires autochtones afin d'inclure le gouvernement fédéral comme coprésident, en consacrant du temps aux questions relatives aux femmes et aux jeunes filles autochtones disparues ou assassinées, y compris à la coordination permanente des efforts, à la surveillance des progrès et à la détermination des priorités d'action, y compris les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables;
- Appuyer l'élaboration de programmes de formation dirigés par les Autochtones sur le savoir-faire culturel, la lutte contre le racisme et contre le sexisme, destinés à tous les fonctionnaires de toutes les administrations publiques, aux policiers et aux membres du système judiciaire, et portant notamment sur l'histoire des Autochtones, les répercussions des politiques, la législation et les traumatismes historiques.
- Créer et mettre en œuvre un ensemble de mesures de rendement communes pour évaluer les progrès réalisés en vue de traiter et de réduire les fossés socioéconomiques que connaissent les peuples autochtones.
- Travailler en collaboration pour améliorer la communication et la coordination entre les familles et les communautés autochtones, les services aux victimes, les services de police, les services chargés des poursuites judiciaires, les groupes de femmes, les groupes de lutte contre la violence et les travailleurs des refuges.
- Mettre en œuvre une campagne de prévention et de sensibilisation à l'échelle du Canada visant à changer la perception et les attitudes du public afin de contribuer à faire cesser la violence à l'égard des femmes et des jeunes filles autochtones.

Faits saillants :

Des membres de familles de femmes et de jeunes filles autochtones disparues ou assassinées étaient présents à une rencontre séparée tenue hier avec les participants à la table ronde de 2016, qui visait à discuter directement avec les dirigeants provinciaux et territoriaux de leurs recommandations visant à assurer la justice et à mettre un terme à la violence. Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario, a fait le point sur la campagne de prévention et de sensibilisation à l'échelle du Canada que les participants se sont engagés à finaliser à la table ronde de 2015.

Richard Feehan, ministre des Relations avec les Autochtones de l'Alberta, a fait le point sur les travaux en cours du groupe de travail sur les affaires autochtones, qui élabore un plan d'action socioéconomique pour les femmes autochtones. Ce plan présentera une vision globale des difficultés et des obstacles qui ont une influence négative sur les résultats socioéconomiques pour les femmes autochtones. Il indiquera aussi les pratiques exemplaires et les mesures axées sur la collaboration qui permettront d'améliorer les résultats socioéconomiques pour les femmes autochtones.

Les ministres fédéraux Jody Wilson-Raybould, Carolyn Bennett et Patty Hajdu ont pour leur part communiqué les plus récentes nouvelles concernant le processus d'engagement et la planification pour une enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées. Les participants ont manifesté leur appui à l'enquête nationale et ils ont fait part de leur opinion sur les manières de rallier les régions et de tenir compte des perspectives et des intérêts régionaux.

Tous les participants tiennent à reconnaître l'excellent travail accompli lors du Sommet des praticiens de la justice de 2016 et s'efforceront d'examiner toutes les recommandations contenues dans le rapport. Étaient réunis pour l'occasion près de deux cents participants de partout au Canada, soit des experts et des praticiens dans trois secteurs-clés : les services d'aide aux victimes, les poursuites et les services de police.

Les participants à la table ronde ont exprimé leur soutien pour les efforts déployés de façon soutenue par l'ensemble des gouvernements et des organisations visant à contribuer à mettre un terme à la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones.

FAITS EN BREF

- La violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones est systémique et représente une crise nationale qui exige des mesures urgentes, éclairées et concertées.
- Les femmes autochtones courent trois fois plus de risques que les autres d'être victimes de violence.
- Les données publiques actuelles sur les femmes et les jeunes filles autochtones victimes de violence banalisent et sous-représentent l'ampleur du problème, même si elles font ressortir des tendances complexes et généralisées de violence à l'égard des femmes et des jeunes filles autochtones, qui sont souvent ciblées à cause de leur sexe et de leur identité autochtone.
- Malgré les nombreux rapports citant des nombres beaucoup plus élevés, l'Aperçu opérationnel national de 2014 de la GRC indique 1 017 homicides de femmes autochtones entre 1980 et 2012 et 164 enquêtes sur des disparitions de femmes autochtones remontant à 1952.
- De 2001 à 2014, le taux moyen d'homicides avec des victimes autochtones de sexe féminin était quatre fois plus élevé que pour les autres femmes.
- Il y a 16 % des femmes assassinées et 11 % des femmes disparues qui sont des femmes autochtones, même si les Autochtones représentent à peine 4,3 % de la population canadienne.

À la table ronde nationale de 2016, les participants comprenaient des membres des familles de femmes et de jeunes filles autochtones disparues ou assassinées, Greg Selinger, premier ministre du Manitoba, Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario, les ministres fédéraux de la Justice, des Affaires autochtones et du Nord et de la Condition féminine, des ministres provinciaux et territoriaux, Perry Bellegarde, chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Dwight Dorey, chef national du Congrès des Peuples autochtones, Natan Obed, président d'Inuit Tapiriit Kanatami, Clément Chartier, président du Ralliement national des Métis, Dawn Lavell-Harvard, présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada, Rebecca Kudloo, présidente de Pauktuutit Inuit Women of Canada et Melanie Omenihio, présidente de Femmes Michif Otipemisiwak / Women of the Métis Nation.

Citations :

Madame Jody Wilson-Raybould, ministre de la Justice et procureure générale du Canada :

« Une des priorités de notre gouvernement est la création d'une voie menant à une réconciliation substantielle et réelle et à une relation renouvelée avec les peuples autochtones dans notre pays; la façon dont nous traitons les questions autochtones dans notre pays sera le témoignage durable de notre gouvernement. Un grand nombre des femmes et des jeunes filles disparues ou assassinées sont certainement victimes de crimes, mais la question va bien au-delà de notre système de justice pénale, et nous devons examiner les racines de cette tragédie. Les engagements que nous avons pris en vue d'évaluer nos progrès dans la réduction des inégalités sociales et économiques dans les communautés autochtones et d'améliorer la communication entre les communautés autochtones, les services de police et les services chargés des poursuites judiciaires représenteront des étapes importantes pour guérir cette relation. »

Madame Carolyn Bennett, ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada :

« Aujourd'hui, le gouvernement du Canada s'est joint à des familles, à des organisations autochtones, aux provinces et aux territoires et a accompli de réels progrès en prenant un engagement à l'égard d'une enquête nationale dont le besoin se fait grandement sentir. Avec l'appui des provinces et des territoires, une enquête nationale peut examiner un grand nombre des questions essentielles qui sont de leur ressort, telles que la protection de l'enfance et les services de police. Je voudrais remercier l'ensemble des familles, des survivants et des aînés pour leur apport qui continuera d'être essentiel pour concevoir la meilleure enquête possible. Nous sommes déterminés à bien faire les choses, à honorer l'esprit et la mémoire des personnes que nous avons perdues, et à protéger les générations futures. »

Madame Patty Hajdu, ministre de la Condition féminine :

« La violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones ne cessera pas d'elle-même. Il faudra que les gouvernements, les organisations et les individus agissent de concert pour empêcher que d'autres tragédies se produisent. La table ronde représente donc une bonne occasion d'explorer des solutions et de prendre l'engagement, en tant que pays, de collaborer pour donner du pouvoir aux femmes et aux jeunes filles autochtones et assurer leur sécurité dans l'immédiat et dans l'avenir. »

Monsieur Greg Selinger, premier ministre du Manitoba :

« Au nom de tous les Manitobains et Manitobaines, je suis honoré d'avoir été l'hôte de cette deuxième table ronde sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées. Je suis très touché par les histoires que j'ai entendues ici et par le niveau d'engagement des dirigeants présents. Le récit de ces situations douloureuses et le traumatisme vécu sont difficiles à entendre, tout comme il est difficile pour ces familles de les faire partager, mais il s'agit là d'une part importante de la réconciliation. Il est important pour nous d'écouter ces expériences douloureuses, car cela informera et éclairera le travail que nous faisons en allant de l'avant pour garantir la sécurité aux femmes et aux jeunes filles autochtones. La violence à laquelle elles ont été soumises est intolérable, et je suis convaincu que cette table ronde sera une source d'inspiration à tous les niveaux afin de travailler collectivement pour y mettre fin définitivement. »

Madame Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario :

« Le nombre élevé de femmes et de jeunes filles autochtones disparues ou assassinées est inacceptable. Le moment est venu d'unir nos efforts afin de prendre des mesures importantes pour que les femmes et les jeunes filles autochtones soient en sécurité au Canada. La table ronde nationale nous a aidés à faire progresser un certain nombre d'initiatives clés, notamment l'élaboration d'une campagne pancanadienne de sensibilisation au problème. Je suis ravie que l'Ontario joue un rôle de premier plan dans l'élaboration de cette campagne, car la sensibilisation est la première étape à franchir pour régler la crise. »

Monsieur Perry Bellegarde, chef national de l'Assemblée des Premières Nations :

« Les engagements pris aujourd’hui par les représentants gouvernementaux sont les bienvenus, mais il est impératif de joindre le geste à la parole et d’obtenir des résultats. Nous continuerons d’exercer des pressions à tous les niveaux afin que la sécurité des femmes et des jeunes filles autochtones et de leur famille soit assurée. »

Monsieur Shane Gottfriedson, chef régional de l’Assemblée des Premières Nations :

« Il ne faut pas attendre l’enquête nationale pour commencer à déployer des efforts afin de prévenir et d’éliminer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones et il ne faudra pas arrêter à la fin de l’enquête. Ce qu’on observe aujourd’hui est une forme d’engagement politique, et nous devons maintenant concrétiser cet engagement. Nous ne pouvons pas attendre la fin de l’enquête avant de voir des résultats sur le terrain. Il y a des choses que nous pouvons faire dès maintenant pour améliorer la sécurité des personnes les plus vulnérables. »

Monsieur Dwight Dorey, chef national du Congrès des Peuples autochtones :

« J’ai été extrêmement satisfait du niveau d’engagement et de collaboration cette semaine pendant les discussions avec les dirigeants autochtones, fédéraux, provinciaux et territoriaux à la table ronde nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées. Nous devons agir rapidement et avec détermination pour réduire le niveau inacceptable de violence que subissent de nombreuses femmes et jeunes filles autochtones depuis trop longtemps et faire de la prévention. Je suis persuadé que les discussions constituent un grand pas en avant et qu’elles donneront des résultats. »

Monsieur Natan Obed, président d’Inuit Tapiriit Kanatami :

« Aujourd’hui, nous avons reconnu qu’il est en notre pouvoir, en tant que représentants de gouvernements et d’organisations, et en tant que Canadiennes et Canadiens, de mettre fin au cycle de la violence à l’encontre des femmes et des jeunes filles autochtones. Nous avons décidé que cela doit se terminer avec nous. À présent, nous devons donner suite aux mesures que nous avons convenu de prendre ensemble et en faire une priorité dans tous les aspects de notre travail et de nos vies. »

Clément Chartier, président du Ralliement national des Métis :

« La nation métisse se réjouit de l’action concertée des différents paliers de gouvernement dans le dossier de la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones. Nos gouvernements et communautés travaillent sans relâche pour améliorer la vie de notre population et ils ont besoin d’un soutien actif et constant dans leurs démarches qui visent à assurer la sécurité dans les communautés. Un plan d’action fondé sur un véritable engagement de l’ensemble des administrations publiques est essentiel pour que les mesures destinées à protéger des vies et à créer des possibilités soient efficaces. »

Madame Melanie Omeniho, présidente de Femmes Michif Otipemisiwak / Women of the Métis Nation :

« L’organisation Femmes Michif Otipemisiwaké / Women of the Metis Nation est très fière des engagements importants pris par les divers ordres de gouvernement partout au pays. Avec leur aide, nous espérons sincèrement pouvoir continuer de collaborer afin de faire changer les statistiques et d’amener les femmes et jeunes filles métisses à se sentir libres et valorisées dans la société. »

Madame Dawn Lavell-Harvard, présidente de l’Association des femmes autochtones du Canada :

« Le front commun que nous avons créé au Canada contre la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones est solide. D’un océan à l’autre, un esprit d’unité a émergé parmi les dirigeants des organisations autochtones nationales et les dirigeants provinciaux et fédéraux élus. La violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones ne sera pas tolérée. Une action nationale coordonnée s’impose. L’Association des femmes autochtones du Canada espère que la table ronde de cette année jettera des bases solides pour la prochaine étape de l’enquête nationale. Il faut gérer la crise efficacement afin de rompre le cycle de la violence dont nos sœurs sont victimes. Nous n’avons qu’une seule chance de bien faire les choses, et nous devons rester vigilants. »

Madame Rebecca Kudloo, présidente de Pauktuutit Inuit Women of Canada :

« L’enquête nous apprendra sûrement des choses, mais nous en savons déjà beaucoup sur ce qu’il faut faire pour empêcher la violence et les mauvais traitements dans nos communautés. Je suis heureuse que les provinces et territoires se soient engagés aujourd’hui à collaborer afin de coordonner les démarches pendant l’enquête nationale. »

Monsieur Richard Feehan, ministre des Relations avec les Autochtones de l’Alberta :

« Je suis fier de représenter l’Alberta à cette table ronde nationale qui est l’occasion pour les familles autochtones, les dirigeants autochtones et les représentants gouvernementaux d’unir leur cœur et leur esprit. Cette tribune est un endroit où nous pouvons écouter, apprendre et collaborer à l’élaboration de mesures visant à mettre fin à la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones. »

Madame Suzanne Anton, procureure générale et ministre de la Justice de la Colombie-Britannique :

« Assurer la sécurité des femmes et des jeunes filles autochtones est l’un des grands enjeux de notre époque. Les discussions d’aujourd’hui portaient sur des actions mesurables destinées à apporter des changements dans notre société. En Colombie-Britannique, nous croyons que la participation des familles dans cet important dossier est essentielle à la réussite. Cela éclairera nos démarches futures et notamment la contribution de la Colombie-Britannique à l’enquête nationale à venir. Conscient qu’il reste beaucoup à faire, notre gouvernement est déterminé à réaliser des progrès significatifs avec ses homologues de tout le pays afin d’assurer la sécurité des femmes et des jeunes filles autochtones. »

Monsieur Ed Doherty, ministre responsable des Affaires autochtones du Nouveau-Brunswick :

« Il s’agit d’une occasion importante de stimuler la discussion et la coopération pour faire avancer le dossier des femmes et

des jeunes filles autochtones disparues ou assassinées au Canada. Nous sommes heureux de participer à la table ronde encore cette année et de collaborer afin de créer les conditions qui permettront d'améliorer la qualité de vie des femmes et des jeunes filles autochtones au Nouveau-Brunswick, et partout au pays. »

Monsieur Andrew Parsons, ministre de la Justice et de la Sécurité publique et procureur général de Terre-Neuve-et-Labrador :

« Le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador est impatient de collaborer avec le gouvernement du Canada, les autres provinces et territoires et les organisations autochtones nationales dans le cadre d'une enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées. Nous demeurons déterminés à éliminer toutes les formes de violence que subit ce groupe vulnérable, et notre but premier est d'accroître la sécurité dans les communautés et au pays pour toute la population canadienne. »

Madame Caroline Cochrane, ministre déléguée à la Condition féminine des Territoires-du-Nord-Ouest :

« Les Territoires du Nord-Ouest demeurent engagés dans ce travail et à l'égard du principe selon lequel on obtient les meilleurs résultats par la collaboration, en particulier avec les personnes les plus directement touchées par la question et avec les gouvernements et les organisations qui les représentent. La table ronde a été une occasion importante pour ce genre de collaboration et nous devons continuer à travailler sur la question des femmes et des jeunes filles autochtones disparues ou assassinées avec tous nos partenaires. »

Madame Joanne Bernard, ministre des Services communautaires et ministre responsable de la Condition féminine de la Nouvelle-Écosse :

« C'est un honneur pour moi de pouvoir continuer de participer à cet important processus de collaboration. J'ai bon espoir que, grâce aux décisions prises aujourd'hui, la population canadienne sera de plus en plus engagée et sensibilisée au fil des démarches visant à réduire les taux disproportionnés de femmes et de jeunes filles autochtones disparues ou assassinées. Je suis particulièrement heureuse et pleine d'espoir en ce qui concerne l'engagement à l'égard de conservations permanentes axées sur la protection de l'enfance. »

Madame Monica Ell-Kanayuk, ministre responsable de la Condition féminine du Nunavut :

« On ne peut plus fermer les yeux devant les difficultés des femmes et jeunes filles métisses, inuites et des Premières Nations. La deuxième table ronde nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées a renforcé notre engagement commun, en tant que Canadiens, à mettre fin à cette tragédie. La violence faite aux femmes autochtones est au cœur même de cette rencontre, et nous nous engageons à trouver des moyens d'aider les victimes, d'accroître la sensibilisation et d'enrayer cette crise. »

Madame Paula Biggar, ministre des Transports, de l'Infrastructure et de l'Énergie et ministre responsable de la Condition féminine de l'Île-du-Prince-Édouard :

« J'ai été profondément touchée par l'honnêteté et le courage des membres des familles qui nous ont fait part de leur expérience. Leurs récits orienteront et inspireront nos démarches de collaboration en vue d'éliminer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones. Ensemble, nous pouvons rompre le cycle de la violence et amorcer le processus de guérison et de réconciliation. »

Monsieur Geoffrey Kelley, ministre responsable des Affaires autochtones du Québec :

« Nous avons déjà consacré des efforts considérables à un vaste éventail de sujets liés à la violence faite aux femmes autochtones avec les organisations des Premières Nations au Québec, mais nous cherchons toujours à faire davantage. Nous sommes convaincus que c'est la collaboration entre les divers niveaux de gouvernement, les dirigeants autochtones et les communautés qui permettra de trouver des solutions. Notre présence ici aujourd'hui reflète fidèlement notre volonté de collaborer avec les autres provinces et le gouvernement fédéral pour mettre en commun nos ressources et notre expérience de manière à éliminer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles autochtones, notre but ultime commun. »

Monsieur Gordon Wyant, ministre de la Justice et procureur général de la Saskatchewan :

« La table ronde nationale a été une excellente occasion de collaborer avec mes homologues et les représentants des organisations autochtones nationales afin de déterminer les démarches nécessaires pour faire du Canada un endroit plus sécuritaire pour les femmes et les jeunes filles autochtones. Depuis un an, des mesures importantes ont été prises dans la foulée de la table ronde et d'autres tribunes, notamment la publication de la version finale du cadre juridique des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la Justice et de la Sécurité publique concernant la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles autochtones, le Sommet des praticiens de la justice de Winnipeg et la prise par le gouvernement fédéral d'un engagement à participer à l'enquête nationale sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées. »

Madame Elaine Taylor, vice-première ministre et ministre responsable de la Direction de la Condition féminine du Yukon :

« Notre délégation apporte une voix forte et unie pour appuyer les familles des femmes et des jeunes filles autochtones disparues ou assassinées au Yukon. En tant que dirigeants, nous sommes déterminés à lutter contre la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles autochtones, et à agir en collaboration pour traiter cette question importante à l'échelle territoriale aussi bien que nationale. S'il y a un intérêt pour tenir une troisième table nationale, le Yukon serait heureux d'en être l'hôte. »

Liste des participants :

Monsieur Greg Selinger, premier ministre du Manitoba
Madame Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario
Madame Carolyn Bennett, ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada

Madame Jody Wilson-Raybould, ministre de la Justice et procureure générale du Canada
Madame Patty Hajdu, ministre de la Condition féminine du Canada
Monsieur John Rustad, ministre des Relations et de la Réconciliation avec les Autochtones de la Colombie-Britannique
Madame Suzanne Anton, ministre de la Justice de la Colombie-Britannique
Monsieur Richard Feehan, ministre des Relations avec les Autochtones de l'Alberta
Monsieur Gordon Wyant, ministre de la Justice et procureur général de la Saskatchewan
Monsieur Eric Robinson, ministre des Affaires autochtones et du Nord du Manitoba
Madame Kerri Irvin-Ross, ministre des Services à la famille du Manitoba
Monsieur Gord Mackintosh, ministre de la Justice et procureur général du Manitoba
Monsieur David Zimmer, ministre des Affaires autochtones de l'Ontario
Madame Tracy MacCharles, ministre déléguée à la Condition féminine de l'Ontario
Monsieur Geoffrey Kelley, ministre responsable des Affaires autochtones du Québec
Monsieur Ed Doherty, ministre des Affaires autochtones du Nouveau-Brunswick
Madame Joanne Bernard, ministre des Services communautaires et ministre responsable de la Condition féminine de la Nouvelle-Écosse
Madame Paula Biggar, ministre responsable de la Condition féminine de l'Île-du-Prince-Édouard
Monsieur Andrew Parsons, ministre de la Justice et de la Sécurité publique, et procureur général de Terre-Neuve et Labrador
Madame Elaine Taylor, vice-première ministre et ministre chargée de la Direction de la condition féminine du Yukon
Madame Caroline Cochrane, ministre déléguée à la Condition féminine des Territoires du Nord-Ouest
Madame Monica Ell-Kanayuk, ministre déléguée à la Condition féminine du Nunavut
Monsieur Perry Bellegarde, chef national de l'Assemblée des Premières Nations
Monsieur Dwight Dorey, chef national du Congrès des peuples autochtones
Monsieur Clem Chartier, président du Ralliement national des Métis
Madame Melanie Omenih, présidente de Femmes Michif Otipemisiwak / Women of the Métis Nation
Madame Dawn Lavell-Harvard, présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada
Monsieur Natan Obed, président de l'Inuit Tapiriit Kanatami
Madame Rebecca Kudloo, présidente de Pauktuutit Inuit Women of Canada

Table ronde nationale de 2016 sur les femmes et les jeunes filles autochtones disparues ou assassinées : Résultats et domaines d'action prioritaires pour prévenir et combattre la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles autochtones

-30-

Renseignements :

Dan Macdonald
Communications
Conseil des ministres
867-393-6470
dan.macdonald@gov.yk.ca

Alex Hill
Communications
Direction de la condition féminine
867-667-8675
alex.hill@gov.yk.ca

Communiqué numéro 16-062

Stay up to date with the latest Yukon government news by subscribing to our RSS feed here:
<http://www.gov.yk.ca/news/rss.html>. Or follow us on Twitter @yukongov.